

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19456 - 75ÈME ANNÉE

Depuis vendredi, le Royaume-Uni a quitté l'Union européenne

Brexit officiel : impact obligatoire sur La Réunion

Depuis hier vendredi 31 janvier à 23 heures, le Royaume-Uni a officiellement quitté l'Union européenne. C'est la première fois qu'un Etat quitte cette organisation. L'importance est d'autant plus grande que le Royaume-Uni est une puissance économique de plus de 60 millions d'habitants, figurant parmi les places boursières les plus importantes du monde. Le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne aura forcément des conséquences pour La Réunion, fortement dépendante des crédits venus de l'Europe. Il impactera sur le prochain mandat de maire obligatoirement, les candidats doivent donc tenir compte de cette information capitale.

Aux termes de 3 années de discussions difficiles, le Brexit est devenu hier une réalité. L'Union européenne ainsi que le Parlement britannique ont voté pour le départ du Royaume-Uni de l'organisation économique. Le résultat du référendum a donc été respecté, confirmé par la majorité que les électeurs du Royaume-Uni ont donné récemment au Premier ministre, avec comme mandat clair de quitter l'Union européenne.

C'est une décision historique qui donne un coup d'arrêt à l'expansion de l'Union européenne. Rappelons qu'au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'inté-

gration des économies était vue comme un moyen de prévention des nouveaux conflits. Ce fut d'abord la création en 1952 de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) siégeant à Luxembourg. Cette instance permettait la transparence sur la production de deux matières premières indispensables à la fabrication d'armes. La Communauté européenne devient CEE en 1957 par le Traité de Rome.

Dynamique brisée

Elle comptait alors 6 Etats membres : RFA, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Italie et France. En 1973 s'opéra un premier élargissement avec l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande tandis que la Norvège renonçait. Puis la Grèce en 1980, le Portugal et l'Espagne en 1986 rejoignirent l'organisation quelques années après la chute des dictatures qui régnaient dans ces pays. Puis ce furent au tour de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande. L'extension de l'OTAN vers l'Est s'accompagna de l'adhésion d'Etats anciennement membres du Pacte de Varsovie. Les frontières de l'Union européenne atteignaient alors la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine.

Pendant ce temps, la Communauté économique européenne était

devenue l'Union européenne, espace de libre circulation des capitaux, biens, services et humains, dotée d'une monnaie unique, l'euro. Mais à ce moment sont apparues les premières grandes frictions, car le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède ont refusé de remplacer leur monnaie nationale par l'euro.

La situation actuelle découle d'une promesse électorale d'un ancien Premier ministre en campagne pour sa réélection, David Cameron. Pour coiffer au poteau ses adversaires, il s'engagea à organiser un référendum sur le maintien ou pas dans l'Union européenne. Coïncidant avec la crise des réfugiés causée par les guerres des puissances occidentales au Moyen-Orient et en Afrique, la campagne aboutit à la victoire du «non». Depuis lors, ce furent de nombreuses réunions, des avancées et des reculs et la chute d'un gouvernement britannique. Les élections anticipées organisées en fin d'année ont confirmé le choix des Britanniques. Le divorce a donc été officiellement prononcé ce vendredi à 23 heures à la suite du vote du Parlement britannique.

S'ouvre alors une période de transition qui verra rapidement le Royaume-Uni rompre les ponts avec l'Union européenne. Cela signifie que ce pays ne contribuera plus au budget de l'Europe. Or, le

Royaume-Uni compte plus de 60 millions d'habitants, c'est une des premières puissances économiques mondiales et c'est également la place boursière la plus importante de l'Union européenne.

2 milliards de l'Europe, combien demain ?

Le Brexit impactera forcément sur La Réunion, eu égard à la dépendance de notre île aux aides européennes dans le domaine de l'agriculture, et dans celui de l'aide au développement, intitulée Politique de cohésion. Cette dernière cagnotte est gérée par la Région. Elle est le résultat des luttes menées par Paul Vergès et Elie Hoarau au Parlement européen afin que notre île soit considérée comme prioritaire et obtienne donc une aide de plus de 2 milliards d'euros tous les 6 ans.

Avec la perte du Royaume-Uni, il est clair que tout ceci sera remis en cause. Le prochain budget de l'Union européenne devra en effet composer avec la perte d'un de ses principaux contributeurs. Pendant ce temps, les demandes relevant de la Politique de cohésion ne diminuent pas alors que le budget ne pourra que baisser. Il faudra donc faire des choix. Reste à savoir si la défense des intérêts de La Réunion sera une priorité des négociateurs français, sachant que pour Paris, la priorité reste le maintien de l'emploi en France.

Cette annonce intervient en pleine campagne électorale des municipales. Celles et ceux qui viennent briguer les suffrages

des électeurs doivent savoir pertinemment que rien ne sera donc plus comme avant, c'est un minimum. Ils doivent donc intégrer dès maintenant cette nouvelle difficulté, car il y a fort à parier que la Région Réunion n'aura plus autant d'argent de l'Europe à distribuer, en particulier aux communes. C'est une période d'austérité aggravée qui commence, cela d'autant plus que la priorité de la Région Réunion est de dépenser cet ar-

gent durement acquis dans le chantier de la route en mer impossible à réaliser selon le projet actuel, plutôt que dans des projets créateurs d'emploi ou dans la formation.

Ces candidats ont donc une responsabilité : préparer l'avenir en tenant compte de l'impact inévitable du Brexit sur La Réunion.

M.M.

Municipales

Les Avirons : Yvan Dejean soutient Eric Ferrère

Dans un communiqué adressé hier à la presse, signé par le secrétaire général du PCR, ce dernier annonce soutenir la candidature de la liste conduite par Eric Ferrère aux municipales des Avirons. Voici le texte de ce communiqué, intitulé «L'appel des communistes aux Avirons».

«Électrices et électeurs,

Aux Avirons, le Maire élu en 2014, Michel DENNEMONT, est devenu sénateur, en 2017. Il ne se représente pas aux élections de mars prochain. M. René Mondon qui l'a remplacé et une bonne partie de l'actuel Conseil Municipal soutient la candidature de Eric FERRERE. Ils ont été rejoints également par le leader de l'opposition Jean Daniel Dennemont qui avait obtenu près de 40% des exprimés, il y a 6 ans.

Ce rassemblement est significatif d'un grand changement. Ce contexte politique inédit a conduit le camarade Bruno COREE, représentant du PCR aux Avirons, à renforcer le mouvement. Il s'est positionné et a participé sur de nombreux dossiers qui figurent désormais dans le programme final.

J'apporte mon soutien à la démarche de Bruno COREE, membre du PCR, et j'invite la population des Avirons à lui faire confiance en prenant le 15 mars le bulletin de la liste conduite par Eric FERRERE sur laquelle il se trouve.

Je leur souhaite une large victoire dès le premier tour. Maintenant avançons.»

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Rapport sur les crises oubliées

Madagascar : les collectivités réunionnaises face à leurs responsabilités

L'ONG Care signale sur le bilan catastrophique des fortes pluies qui se sont abattues sur la Grande Île sont passées inaperçues dans l'actualité. C'est d'autant plus vrai à La Réunion du fait de l'assimilation à la France qui y règne, et qui fait que les Réunionnais savent tout de Paris, mais quasiment rien de leurs voisins. Les collectivités réunionnaises sont face à leurs responsabilités : sauront-elles montrer l'exemple en étant à la hauteur du devoir de solidarité qu'elles ont vis-à-vis d'un pays dont le sous-développement s'explique en partie par son pillage par des Réunionnais ? Un article de France Télévisions explique l'étendue des dégâts à Madagascar :

Le bilan est pourtant très lourd : 35 morts, 15 000 personnes déplacées, 120 000 sinistrés. Mais effectivement, le sujet passe globalement inaperçu. C'est très révélateur de ce que dit l'ONG Care dans son rapport sur les crises oubliées. De toutes ces crises oubliées, Madagascar est la première, la plus significative. Ce pays de 25 millions d'habitants, grand comme la France, avec lequel nous avons beaucoup de liens historiques, passe systématiquement sous les radars de l'actualité. En l'occurrence, des pluies soudaines, diluviennes, ont soudain frappé le nord-ouest du pays entre le 19 et le 21 janvier ; l'eau a tout inondé, les habitations, les rues, les rizières. Et une semaine après, la région de Marovoay en particulier demeure quasiment coupée du monde, accessible uniquement par pirogue. La crainte dé-

sormais, c'est la famine et le risque de dysenterie, en raison du manque d'hygiène : l'eau est en partie contaminée par les cadavres d'animaux et par les latrines qui ont débordé.

Un effet du réchauffement climatique

Des inondations de cette ampleur, c'est courant en cette saison à Madagascar parce que c'est la saison des pluies. Les cyclones sont fréquents. Mais là il ne s'agissait pas d'un cyclone, juste de pluies violentes, ininterrompues. Les habitants ne s'étaient donc pas préparés, et ça explique en partie le bilan. En fait, selon les scientifiques, on est en présence, là encore, d'un effet du réchauffement global. La pluviométrie dans la région devient imprévisible, difficile à anticiper. Alternant avec des périodes de sécheresse, elles aussi plus prononcées qu'auparavant.

Une déforestation incontrôlée

Et dans le cas de Madagascar, il y a un facteur aggravant : c'est la déforestation massive. Plus de 100 000 hectares détruits chaque année : culture sur brûlis, exportation illégale de bois, recherche d'essences précieuses, les causes sont multiples. À ce rythme-là, d'ici 20 ans la quasi-totalité de la forêt humide de Madagascar pourrait avoir disparu. Lors de sa visite

sur l'île en septembre dernier, le pape François avait d'ailleurs lancé un cri d'alarme sur ce sujet. Conséquence de cette déforestation : l'eau de pluie n'est plus retenue, elle ruisselle sur les sols en latérite, et les inondations sont donc plus rapides et plus nombreuses. Il y a donc bien plus qu'un phénomène météo dans ce qui se passe à Madagascar depuis une semaine : plutôt une "maison témoin" de la crise environnementale.

L'aide humanitaire se fait attendre

L'acheminement de l'aide se fait lentement parce que les zones touchées sont difficiles d'accès. Et le gouvernement s'oppose à des levées de fond par des associations, de peur que l'argent ne soit détourné. Il y a eu des précédents. Il s'agit en grande partie d'un problème logistique : coordonner l'aide alimentaire ou humanitaire, pour qu'elle arrive au bon endroit, avec les bons produits de première nécessité. Le tout dans un pays qui manque cruellement d'infrastructures. Le bilan pourrait donc s'alourdir au cours des prochains jours.

Otè

Zistoir Madégaskar : Bann promyé moun dsi I tèr /Les premiers hommes sur la terre (promyé morso)

Promyé bononm dsi la tèr téi apèl Iétsé. Li téi viv tousèl é li lété bien kontan, bien éré si zot i vé, pars li l'avé pa bézoin travaye pou viv. Li téi pass tout son tan pou fé bann éstatu téi rosanm ali bien. lo zour li la fini son dizèm éstatu, Bondyé la di inn an parmi son bann zésklavine :

- Mi vé tu maryé avèk Iétsé !

- Mé pé s'fèr pétète li vé pa, lo madam la réponn.

- Nou va bien oir. Ramène bann kalbass avèk toi : dan promyé kalbass néna lo froi. Toué va déb oush ali kan toi v'ariv dsi la tèr : létésé va gingn in gro kap-kap, é li va vni shof ali in pé koté toi.

- Si li bord pa koté d'toi, t'a déboush dézyèm kalbass : la-dan lé sho bouyan. Kan la shalèr va sorti létésé nora bézoin ton dé bra pou rafréshi ali..

Si li fé son mine an boudin, t'a rouv troizyèm kalbass : la-dan néna la soif. Li va d'mann a toi dolo ;

Si son tête lé ankor tro dir, rouv lo katriyèm kalbass : la-dan, néna la fain, é t'a prépar dovan li in gran manzé.

Si li vien pa pou manzé, fé sort bann moustik lé dann sinkyèm kalbass. Li va rode an prète ton lanba, konmsa moustik i pik ar pi ali.

Si li gingn éskiv bann moustik, ala sak va grate ali, dann siszyèm kalbass néna sa : va si tèlman fé soufèr ali, ké t'a gingn frote ali avèk la pomad mi done a toi la.

Si li vé pa ankor, touéi na ka fé sort l'annuiman sa lé dann sétyèm kalbass é moin lé sir li va rode ékout bann zoli zistoir. Mé solman si li vé pa ékout a toi rakonté va rèss a toi lo riyé. Li koné pa sa, é li va koss koté toi pou ékout sa épi pou émité.

Kan le madam l'ariv dsi la tèr, Iétsé la fé sanblan pa oir aèl. El la déboush kalbass lo froi mé Iétsé l'alime toutsuit in gran fé. El la dé boush dézyèm kalbass, sate néna lo fé sho bouyan : li la kour dann la foré pou bann gran pyé d'boi rafréshi ali in pé.

El la rouv la soif mé li la trouv dolo dann ravenale-lo l'arb lo voiyazèrépi épi li la boir.

Kont la fain li la kass inn-dé banane é li la mèm pa rogard lo zésklavine apré kui manzé. Kan moustik la shapé, li la shass azot avèk son min épi li la baré pou k'i pik pa li. Kan démanzézon l'arivé li la grate ali dsi lo tron in gro pyé d'boi. Kont l'annuiman li la koup do boi é li la pa akout sak lo madam téi rakont.

Kan lo rir la sort dann dèrnyé kalbass é li la pété, li la boush son dé zorèye épi li la gingn somèye.

La pankor fini - dézyèm bout i tard pa i tard pa

Justin